



**FRÈRES
DES HOMMES**
Cultivons le partage de notre terre

Femmes et covid 19



« En recherchant des informations sur les conséquences de la covid sur les femmes pour construire ce dossier, je suis tombée sur ce titre d'article « La covid : nouvel ennemi des droits des femmes »¹, une citation qui nous pousse à la réflexion et à la surveillance en période de pandémie ».

Catherine Verstraeten, Frères des Hommes

Avril 2021

¹ <https://www.cffb.be/le-covid-19-nouvel-ennemi-des-droits-des-femmes/>

« N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

Simone de Beauvoir

Les avancées en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes pourraient être anéantis aussi avec la propagation de la pandémie de la covid 19. Les gains acquis pourraient être annulés. On risque même, d'après certains auteurs, de revenir à une situation proche des années '50 si on n'est pas vigilant. La covid 19 creuse les inégalités de genre. Or, les femmes jouent un rôle déterminant dans la lutte contre ce virus.

1. Quelques données

La pandémie de la covid 19 rend visible la place occupée par les femmes dans notre système économique.

Les femmes représentent 70% de la main d'oeuvre mondiale, rémunérée ou non, dans les domaines sociaux et de la santé, ce que Tithi Bhattacharya appelle le travail « life-making » c'est-à-dire de la réalisation de la vie.² Elles occupent des secteurs essentiels qui bénéficient à la vie (santé, éducation, alimentation, etc). En cette période de pandémie, elles sont en première ligne, que ce soit sur le terrain ou au sein des foyers. On les retrouve dans des secteurs qui ont été désinvestis par le politique dans les pays du Nord car la logique financière a pris le dessus sur l'aspect humain. Dans les pays du Sud, ceux-ci sont souvent presque inexistantes à cause des programmes d'ajustement structurel.

D'après l'OMS³, sur les 28 millions de personnel infirmier que compte la planète, 90% sont des femmes. Et c'est pareil pour 47% des médecins, 90% des aides-soignants et la grande majorité du personnel des hôpitaux (nettoyage, blanchissement, restauration, etc).

Selon la Banque Mondiale, 66% du personnel de l'enseignement dans le monde sont des femmes.

En Belgique, elles occupent 80% des postes dans le secteur hospitalier, 86,5% dans les maisons de repos pour personnes âgées, 96% dans les crèches, 95% dans le secteur des aides familiales à domicile, 60% dans le commerce de détail en magasin non spécialisé (grande distribution). Elles réalisent des fonctions pour lesquelles le télétravail est souvent impossible : caissières, infirmières, etc.

Les femmes courent ainsi plus de risques d'être exposées au virus. Les chiffres en témoignent : parmi le personnel de la santé contaminé par la covid 19, 75,5% sont des femmes contre 24,5% d'hommes en Espagne, 69% de femmes contre 31% d'hommes en Italie, 73% de femmes contre 27% d'hommes aux USA.

² <https://www.axellemag.be/femmes-du-monde-face-au-covid-19/>

³ OMS : Organisation Mondiale de la Santé

2. Les impacts de la covid 19 pour les femmes.

2.1. La scolarité

Plus de 180 pays dans le monde ont fermé temporairement les écoles afin de limiter la propagation du virus. C'est pourquoi il y aura un avant et un après virus sur le plan de l'éducation. Mais les conséquences se feront sentir plus particulièrement pour les filles. La fermeture des écoles les expose à un plus grand risque de violences, aux mariages précoces et forcés, aux grossesses non désirées, ce qui diminuera leurs chances de reprendre l'école.

C'est ce que l'on a pu observer par exemple en Sierra Leone pendant la crise Ebola. Le nombre de grossesses chez les adolescentes dans certaines communautés a augmenté de 65% et beaucoup ne sont pas retournées à l'école à cause d'une politique empêchant les filles enceintes de suivre une scolarité.

« L'école est bien plus qu'un lieu d'apprentissage. Pour de nombreux enfants, c'est une bouée de sauvetage en matière de sécurité, de santé et de nutrition », nous dit Henrietta Fore, Directrice Générale de l'UNICEF.

« Parfois, je me retrouve à faire des choses que je n'aurais jamais imaginées. L'école nous préservait de certains comportements. Beaucoup de filles se retrouvent enceintes et sont mariées de force, en particulier ici, à Phalombe. »

Caroline, 19 ans, Phalombe, Malawi

Dans de nombreux pays du Sud où les mesures de protection sociales sont limitées, des difficultés économiques causées par la covid pousseront des familles à faire des choix en matière d'éducation de leurs enfants. Les filles seront les premières sacrifiées. Leur éducation n'était auparavant pas toujours garantie et, maintenant, avec la crise, cela est encore plus difficile. L'éducation des garçons comme bien souvent sera privilégiée. Lors de la fermeture des écoles, les filles ont souvent aidé aux tâches ménagères, à travailler dans les champs ou à trouver un petit boulot pour arrondir les revenus de la famille, délaissant leurs études d'écolière. La perte de revenus des ménages a poussé également des filles et jeunes femmes vers la prostitution afin d'arrondir les fins de mois, pour avoir les moyens de s'acheter les biens de première nécessité : nourriture, savon, ...

Où sont les 11 millions d'écolières qui manquent à l'appel depuis cette rentrée ?⁴ Ce sont effectivement 11 millions de filles qui risquent de ne pas retourner à l'école après la levée des restrictions mises en place pour lutter contre la covid 19.

Depuis la réouverture des écoles, toutes les filles n'y sont pas retournées par choix des familles en raison de leurs difficultés financières. Et comme en plus, dans certains cas, la fille est vue comme une charge financière, une autre conséquence est qu'il n'est pas exclu que le nombre de mariages arrangés augmentent. Par exemple en Inde, les grands sites de mariages ont vu leurs inscriptions croître de 30%. Tous les experts soulignent depuis longtemps le lien entre déscolarisation et mariages forcés.

On sait également que les filles qui ont quitté l'école très jeunes sont plus vulnérables à la violence, à la pauvreté, à des problèmes de santé. Ne plus aller à l'école, être forcées au mariage, cela aura des conséquences sur leur autonomie, sur leurs connaissances, sur leur capacité à se défendre. La covid 19 pourrait voler le rêve de millions de filles. Et pourtant, *« L'éducation des filles est l'un des investissements les plus importants que nous puissions faire pour notre avenir »*, peut-on lire sur le site de l'UNESCO.

⁴ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/06/le-coronavirus-s-invite-dans-l-equation-de-l-education-des-filles-en-afrique_6062357_3212.html

2.2. Conséquences économiques, pauvreté et charge mentale

Toutes les femmes ne vivent pas la pandémie de la même manière, mais toutes les femmes ont vu leur charge de travail domestique augmenter. En effet, nous savons que les femmes assument la majeure partie des responsabilités familiales (tâches ménagères, éducation des enfants, soins aux parents, etc).

Selon une étude de l'IWEPS⁵ (2017), les hommes occupent 8% de leur temps aux tâches ménagères contre 13% pour les femmes. En 2016, une étude sur l'emploi du temps de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes révélait ainsi que les hommes consacraient chaque jour une heure et quart de moins que les femmes aux tâches ménagères. Une durée qui n'a presque pas évolué. Il n'existe aucun pays où les hommes occupent plus de temps non rémunéré à la maison que les femmes. En plus de cette charge domestique, il y a la charge émotionnelle. C'est souvent la femme qui est là pour rassurer la famille.

On sait également que les femmes gagnent moins, épargnent moins et occupent des emplois plus précaires ou dans des secteurs fortement impactés par la pandémie comme la restauration, le tourisme, les services, l'hébergement, la distribution, etc. Ce sont des secteurs qui exigent des relations en face à face et où le télétravail est quasi impossible. Et même quand le télétravail est possible, leur charge domestique a véritablement explosé. Or, travailler à l'extérieur, c'est une véritable conquête qui a permis aux femmes de s'extraire de ces rôles domestiques qui leur étaient attribués traditionnellement.

Les crises sont le terreau de réflexes conservateurs. Déjà en temps normal, ce sont les femmes qui réduisent leur propre activité pour s'occuper de la famille, apportant à celle-ci la plus grande partie des soins informels avec comme conséquence de limiter leur travail et leurs opportunités. Cette situation peut pousser des femmes à quitter leur emploi ou à diminuer leur temps de travail pour se consacrer à toutes ces tâches non rémunérées mais importantes pour la « santé » de la famille. 75% des congés parentaux corona ont été demandés par des femmes, selon une étude de l'ONEM. En Italie, sur les 400 000 emplois perdus en 2020, 300 000 étaient occupés par des femmes. Elles travaillent également souvent à temps partiel. 49% des salariées occupent ce type d'emplois en Belgique.

Elles constituent la majeure partie des familles monoparentales. Or, la limitation des contacts sociaux les coupe de toutes aides extérieures, les isole.

« Le droit est compréhensible, applicable, lisible et interprétable pour la famille 'typique' mais devient un casse-tête incompréhensible dès le moment où il y a des familles recomposées, monoparentales... »⁶

D'après une enquête réalisée dans 9 pays⁷ en août et septembre 2020, 55% des femmes considèrent que l'impact le plus important de la pandémie sur leur vie est la perte de leurs revenus ou de leur emploi. Elles sont 60% de plus que les hommes à déclarer cela.

Toujours d'après cette enquête, les femmes disent qu'elles ont dû adapter leur quotidien tant dans la sphère professionnelle que personnelle. La pandémie et le confinement ont perturbé les équilibres dans la répartition des tâches au détriment des femmes. Elles disent qu'elles effectuent plus de tâches domestiques qu'avant et que cela a un impact sur leur bien-être mental, physique et sur la difficulté de trouver un équilibre entre engagements professionnels et personnels.

⁵ IWEPS : Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique

⁶ https://www.rtf.be/info/belgique/detail_traditionaliste-le-droit-covid-est-pense-par-des-hommes-et-eloigne-des-realites-de-terrain?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=Info&id=10705479

⁷ Australie, Canada, Chine, France, Brésil, Inde, États-Unis, Japon et Royaume-Uni concernés par l'étude Deloitte Global citée dans <https://www.lemondedudroit.fr/publications/248-etudes-et-documents/72177-impact-negatif-covid-19-femmes-actives.html>

Et dans les pays à faibles revenus, la situation est encore plus difficile. Une grande partie de la population féminine travaille dans le secteur informel. En Afrique de l'Est, près de 75% de toutes les activités manuelles informelles sont exécutées par des femmes. Qui dit secteur informel dit secteur où il n'y a aucune sécurité d'emploi ni aucun filet de sécurité, où le salaire est faible et où les revenus sont journaliers. Cela comprend par exemple les vendeurs de rue, les travailleurs saisonniers. Ces emplois sont plus impactés par les mesures de quarantaines, de restriction de mouvement, le confinement ou la distanciation sociale.

D'après l'ONU, la pandémie plongera 47 millions de filles et femmes supplémentaires sous le seuil de pauvreté, ce qui portera à 435 millions le nombre de femmes et de filles vivant dans l'extrême pauvreté. Et l'amélioration n'est pas pour demain : on ne retrouverait pas le niveau d'avant la pandémie avant 2030. Or, la pauvreté constitue une menace pour la santé et la sécurité alimentaire. Lorsque la nourriture se fait rare, celle-ci est distribuée souvent en fonction de critères de genre.

Une autre crainte également est que le mécénat des grandes entreprises, et notamment les fonds alloués en matière de droits des femmes au vu de la crise économique, ne diminue. Cet argent pourrait être affecté à d'autres préoccupations et à la lutte contre la pandémie. Toutefois, cette crainte ne semble pas réelle ; beaucoup de donateurs auraient jusqu'à présent honoré leur engagement et auraient même augmenté leurs dons.

2.3. Violences domestiques, médicales et sexuelles

2.3.1. Violences domestiques

Partout dans le monde, les violences domestiques faites aux femmes ont augmenté depuis les mesures de confinement prises par les gouvernements. Plus d'une femme sur cinq a subi des violences durant cette année écoulée. En Belgique, on a constaté une hausse de 70% d'appels au numéro d'Écoute Violences Conjugales.

Les dénonciations pour signaler ces cas ont augmenté de 25% en Argentine, de 30% en France, de 33% à Singapour. Ces chiffres ne reflètent certainement que les cas les plus graves. Ce constat est valable dans tous les pays du monde, quels qu'ils soient. Toutefois, la situation n'est pas la même partout car certains pays n'ont pas ou très peu de dispositifs consacrés à la prévention et à la prise en charge des cas de violences domestiques.

Cette augmentation s'explique par différents facteurs comme la restriction des mouvements, la limitation des contacts, la surpopulation dans les habitations et la réduction des soutiens extérieurs comme les amis, la famille ou certains organismes. Elle est souvent amplifiée par les problèmes de santé et d'argent. La pandémie augmente la situation de stress et d'insécurité, les tensions et la violence. Les femmes n'ont plus la possibilité de s'échapper au travail, elles sont piégées avec leur agresseur chez elles. Elles restent vu l'insécurité financière que crée cette pandémie. Par ailleurs, les services d'aide sont en difficulté, submergés.

2.3.2. Le harcèlement

Le confinement, les restrictions de mouvement, le couvre-feu ne diminuent pas le harcèlement de rue. L'espace public vidé en grande partie de la population augmente même le sentiment d'insécurité des femmes. Même si peu de plaintes sont portées jusqu'aux commissariats, le harcèlement s'est aggravé. Les espaces où il y a moins de gens diminuent le risque de se faire interpeller.

Dans certains pays, les femmes doivent désormais marcher plus souvent pour aller chercher de l'eau afin d'assurer l'hygiène nécessaire pour le lavage des mains, ce qui les expose encore plus aux violences (sexuelles) et aux harcèlements sur leur chemin.

Plan International relève toutefois un aspect positif : les bars étant fermés et les événements annulés, il y a moins d'endroits où le harcèlement sexuel peut avoir lieu. Mais les femmes qui s'expriment sur le sujet sur Internet subissent un autre harcèlement via les réseaux sociaux, les hommes faisant peser la responsabilité sur les victimes. Le découragement et le sentiment d'impunité des harceleurs derrière leurs écrans favorisent le harcèlement en ligne. Les injonctions sur l'apparence ont fleuri sur le net, des plaisanteries sur l'avant/après confinement ont vu le jour, des conseils également. La femme doit, dans n'importe quelles circonstances, continuer à être désirable.

2.3.3. Soins de santé, accès aux droits sexuels et reproductifs

Selon les dernières estimations mondiales de l'OMS et de l'UNICEF, « *l'assainissement et l'hygiène des mains sont des éléments essentiels pour prévenir la propagation de covid 19. Pourtant, encore 3 milliards de personnes, soit 40% de la population mondiale, ne disposent pas d'installations pour se laver les mains avec de l'eau et du savon dans leurs foyers. Les personnes extrêmement pauvres – 689,4 millions dans le monde, dont plus de la moitié sont des femmes et des filles – vivent avec moins de 1,90 USD par jour.* »⁸

Pendant la crise, beaucoup de femmes ont eu des difficultés à accéder aux soins de santé, soit pour des raisons financières, soit par manque de disponibilité ou par crainte d'attraper le coronavirus. Les femmes souffrant de maladie chronique n'ont plus eu accès à leur consultation de suivi ou cette consultation se faisait par téléphone. Les femmes qui ont dû accoucher se sont souvent retrouvées dans des situations difficiles : port du masque, absence du papa lors de l'accouchement, interdiction des visites, etc.

Dans le monde entier, les filles et les femmes ont moins accès aux informations sanitaires nécessaires que les garçons et les hommes. Souvent parce qu'elles sont moins instruites. En outre, les femmes et les filles ont un pouvoir décisionnel plus faible et doivent surmonter plus d'obstacles dans la recherche des soins de santé nécessaires. Et comme souvent en période de restriction, elles subissent une discrimination en raison de leur statut social inférieur. Quand les moyens financiers font défaut, il faut choisir qui bénéficiera des soins de santé.

Les femmes sont particulièrement touchées dès que le système de santé est saturé car leurs urgences sanitaires sont exclues des services dit essentiels. Ainsi, en Sierra Leone, pendant l'épidémie d'Ebola, plus de femmes sont mortes en couches des suites infectieuses que d'Ebola.

La crise de la covid 19 complique l'accès à l'information, aux services et produits essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive. Dans ce domaine, les difficultés sont encore plus importantes maintenant. Or, l'accès à la santé reproductive et sexuelle devrait subsister, même en période de crise sanitaire. Et pourtant, la crise sanitaire aurait empêché 12 millions de femmes d'accéder à des moyens contraceptifs, donnant ainsi lieu à 1,4 million de grossesses non désirées selon l'ONU.

2.3.4. Menace sur l'interruption volontaire de grossesses

Les menaces pesant sur l'IVG s'aggravent en temps de pandémie. Certains décideurs qui y sont opposés ont saisi la crise sanitaire pour argumenter et tenter de faire passer leurs décisions de restriction ou d'interdiction de l'IVG (Texas, Pologne,...), prétendant que cet acte n'était pas essentiel, qu'on occupait des lits qui devraient être libérés pour soigner les gens atteints par la covid. « *On sauve des vies, vous voulez en supprimer.* »

⁸https://interactive.unwomen.org/multimedia/explainer/covid19/fr/index.html?gclid=EAJaIQobChMikN6z7cDN7gIV5gZ7Ch20FAoMEAYASAAEgKmevD_BwE

D'autres facteurs menacent cet accès à l'IVG : la crainte de se rendre dans les hôpitaux, le manque de disponibilités réelles ou supposées. De nombreuses femmes perturbées par le confinement et les mesures covid, risquent un déni de grossesse, voire un dysfonctionnement de leur cycle rendant moins évident le constat de grossesse. Et dans les pays où l'avortement est illégal, la restriction de mouvement limite la possibilité d'aller à l'étranger.

2.3.5. La contraception

L'accès à la contraception est essentiel pour que les femmes puissent exercer leur droit à disposer de leur corps et à décider de leur vie en toute autonomie.

Selon une enquête de l'OMS, 7 pays sur 10 ont connu des perturbations de leurs services de contraception.

En Côte d'Ivoire, on a signalé des ruptures de certains produits contraceptifs dues à des problèmes d'acheminement depuis la capitale ou l'étranger. Et dans les zones rurales, le problème est encore plus important, zones qui avant la pandémie étaient déjà mal desservies.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, on estime que 18 millions de femmes viendront s'ajouter à celles qui n'ont pas accès à des moyens de contraception, cela étant dû à la pandémie du coronavirus.

En Belgique, les centres de planning familial, pendant le confinement, ont vu leurs demandes de contraception diminuer de 80% par rapport aux demandes habituelles. Ils ont été considérés comme essentiels dès le début de la pandémie. Mais leur accessibilité, pour certains, était toutefois limitée aux appels téléphoniques. Par manque d'information ou par méconnaissance, des bénéficiaires ne se sont pas déplacées, ou trop tardivement, vers les centres de santé. La fréquentation a diminué par peur d'être contaminées. « *Restez chez vous, limitez vos contacts* » : cela a été souvent trop bien suivi.

Beaucoup de femmes ont préféré ne pas se rendre chez leur médecin généraliste, pensant qu'ils avaient mieux à faire. Et dans certains pays, le prix de la contraception est beaucoup trop cher. En ces temps de restrictions économiques, les femmes ont fait des choix.

Les raisons et les obstacles sont nombreux et diffèrent d'un pays à l'autre ; mais globalement, l'accès à la contraception s'est avéré plus difficile. Voici ce que disent certaines femmes :

« Je ne vais pas, à cause du planning familial, aller prendre le risque de mourir pour laisser mes autres enfants seuls. »

Témoignage d'une femme au Bénin

« En zone urbaine, avec les mesures de confinement, c'est compliqué, pour les femmes qui utilisent les contraceptifs à l'insu de leur mari, de sortir de la maison pour s'en procurer. Idem pour les adolescentes. »

Témoignage d'une femme en Côte d'Ivoire

Petite conclusion

Osons espérer que cette pandémie pourra permettre de revoir la place de la femme et valoriser son travail dans le cadre des mesures prises pour le redressement de nos économies. Espérons aussi que ces dispositions soient prises avec plus de femmes occupant des postes décisionnels. Restons vigilants !